

Revue de presse : Pierre Nkurunziza dans le collimateur des experts de l'ONU

RFI, 6 septembre 2018 D'après une enquête de l'ONU rendue publique hier mercredi, de graves violations des droits de l'homme, dont des crimes contre l'humanité, se poursuivent sans relâche au Burundi. Les enquêteurs onusiens dénoncent aussi des 'appels récurrents à la haine' de la part du président Pierre Nkurunziza.

La commission d'enquête, dirigée par le Sénégalais Doudou Diène, assure également que ces violations se sont poursuivies depuis l'année dernière, citant des exécutions sommaires, des disparitions forcées, des détentions arbitraires, des tortures et autres traitements cruels, et des violences sexuelles. Parmi ces disparitions, celle de notre confrère Jean Bigirimana en juillet 2016, qui travaillait sur le site d'information Iwacu, un des rares médias indépendants du pays. Commentaire d'Iwacu : « la disparition est une pratique hélas courante dans toutes les dictatures : la victime est niée dans la mort elle-même. (⋮) Aucun rituel funéraire, aucune inscription sur une tombe, le mort bascule ipso facto dans le rien. Nul endroit pour se recueillir. Des dizaines, des centaines de milliers de Burundais ont été ainsi 'effacés'. Une pensée à tous nos compatriotes tués et 'jetés' sans aucune sépulture. Effacer, s'indigne encore Iwacu. C'est ce qu'ils ont voulu faire pour notre collègue Jean Bigirimana. Depuis cet après-midi du 22 juillet 2016, aucune trace de Jean. Apparemment, parler de Jean Bigirimana gêne certains. Mais malgré les attaques, nous refusons le silence, l'effacement. » Rappelons à propos du site d'information Iwacu que les autorités burundaises, en l'occurrence le CNC, le Conseil national de la communication, ont interdit en avril l'espace de dialogue sur le site. C'est-à-dire que les internautes n'ont plus la possibilité de s'exprimer, d'échanger en toute liberté, et encore moins de commenter l'actualité. Des rapports qui se suivent et se ressemblent⋮ Revenons à ce rapport de l'ONU : la situation n'est pas nouvelle, rappelle l'Observateur Paalga au Burkina : « déjà l'année dernière, les enquêteurs onusiens pointaient du doigt la responsabilité des plus hautes autorités de l'Etat accusées de favoriser des violations parfois massives des droits de l'homme (⋮). Un an après, rien n'a changé sous le ciel plombé de Bujumbura. (⋮) Et comme il fallait s'y attendre, le rapport de Doudou Diène a connu le même accueil que ceux de ses devanciers. En effet, le gouvernement burundais pour seule défense dénonce 'les agissements et les mensonges' d'une commission téléguidée par les capitales occidentales. C'est la rengaine servie à tout bout de champ par les prédateurs des droits humains, commente l'Observateur. Une manière de battre leur coulpe sur la poitrine des institutions internationales et de tous ceux qui veulent les empêcher de sévir en paix. » « Quand les experts onusiens enfoncent une porte déjà ouverte », renchérit Le Pays. « Les rapports se suivent et se ressemblent au Burundi. (⋮) Et c'est peu de dire, s'exclame le quotidien ouagalais, que le président Pierre Nkurunziza est un artisan de la haine et de la violence au Burundi. N'est-ce pas lui qui, par sa boulimie du pouvoir, a enclenché une crise qui, aujourd'hui, aura fait au bas mot 1.200 morts avec plus de 400.000 personnes déplacées ? N'est-ce pas lui également qui, avec sa milice traque tous les Burundais opposés à son troisième mandat ? Dire donc que Nkurunziza continue d'entretenir ou de favoriser un climat de peur dans son pays n'a rien de surprenant, tant l'homme s'est montré suffisamment irresponsable. » Fin de partie en 2020 ? Enfin, « pourvu que Nkurunziza ne change pas d'avis ! », lance pour sa part le quotidien Aujourd'hui, toujours au Burkina. « On se souvient en effet que le président Nkurunziza, contre toute attente, avait annoncé qu'il renonçait à briguer un autre mandat à l'échéance de celui qu'il est en train actuellement de consommer. (C'est-à-dire en 2020) On s'était demandé si c'était une offrande qu'il faisait pour bénéficier de circonstances atténuantes. On espère donc, conclut Aujourd'hui, que ce rapport de l'ONU et le spectre de la CPI ne le feront pas changer d'avis. »

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});